



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau de la réglementation
et de l'environnement

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

**Arrêté de mise en demeure
SA ROCAMAT
58 quai de la Marine
93450 L'ILE ST DENIS**

**Carrière située à Buxy
Lieu-dit : « La Chaume »**

N° 2015026 - 0002

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L171.8, L516.1, R516.1 et R516.2,
Vu l'arrêté préfectoral n°10-05445 du 22 décembre 2010 autorisant la société ROCAMAT à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Buxy, lieu-dit « La Chaume », pour une durée de trente ans,
Considérant que conformément aux termes de l'article 1.7.4 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010, le détenteur de l'autorisation de la carrière se devait d'adresser au préfet un document attestant du renouvellement des garanties financières trois mois avant leur date d'échéance,
Considérant qu'à ce jour, ce document exigible depuis le 12 septembre 2014 n'a pas été fourni,
Considérant que les délais imposés ne sont pas respectés,
Considérant le rapport du 17 décembre 2014 de l'inspection de l'environnement,
Considérant le courrier transmis à l'exploitant le 18 décembre 2014, conformément aux articles L171.6 et L514.5 du code de l'environnement,
Considérant l'absence de réponse de l'exploitant à ce courrier,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er}. La société ROCAMAT dont le siège social est situé 58 quai de la Marine – 93450 L'ILE SAINT DENIS, est mise en demeure d'adresser au préfet de Saône-et-Loire, sous un délai **d'un mois**, le document attestant du renouvellement des garanties financières, requis à l'article 1.7.4 de l'arrêté préfectoral n°10-05445 du 22 décembre 2010, pour la carrière qu'elle exploite à Buxy lieu-dit « La Chaume ».

Article 2 : Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M.le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, Mme le maire de Buxy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ROCAMAT et dont copie sera adressée à :

-M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne .

Mâcon, le 26 JAN. 2015
Le préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN